



télétransmis le 12/05/2020

SERVICE SÉCURITÉ CIVILE

LE MAIRE DE LA VILLE GRENOBLE

ARRETE N° ARR_2020_0481

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R.123-1 à R123-52 relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

vu l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et les arrêtés d'application des dispositions particulières à chaque type d'E.R.P., ainsi qu'aux établissements spéciaux,

vu le Livre I, Titre I, Chapitre I, Section III du Code de la Construction et de l'Habitation, relative à l'accessibilité des locaux et installations aux personnes handicapées, et notamment les articles L.111-7 à L. 111-8-3-1, R. 111 -19 à R.111-19-47, D 111-19-18, D 111-19-34 et 35, D 111-19-45 et 46,

vu le Livre I, Titre V, Chapitre II du Code de la Construction et de l'Habitation relatif aux sanctions pénales, et notamment les articles L 151-1, L 152-4 §2 et R 152-6 et 7,

vu la demande relative à l'Autorisation de Travaux enregistrée sous le n° 38 185 20 00023, demande présentée par Madame Hélène INSEL, concernant les travaux d'aménagement du 4ème étage du Réseau Canopé, Établissement Recevant du Public de type R et de 2ème catégorie, situé 11 avenue Général Champon à Grenoble,

vu l'avis défavorable de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur réunie en séance plénière du 2 avril 2020,

ARRETE

Article 1 : La demande d'autorisation de travaux relative au projet susvisé est refusée à Madame Hélène INSEL.

Article 2 : Les dispositions réglementaires relatives à la prise en compte de l'accessibilité des personnes handicapées dans les Etablissements Recevant du Public devront être respectées, en particulier celles du décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 et des arrêtés du 1er août 2006, du 8 décembre 2014 et du 15 décembre 2014.

Article 3 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le

tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse du recours gracieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Fait à Grenoble, le 4 mai 2020

Le Maire

M. Eric PIOLLE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Eric Piolle', written over the printed name 'M. Eric PIOLLE'. The signature is stylized and somewhat illegible.

Affiché le : 12/05/2020